

Corruption et pauvreté dans les pays Nord Afrique : Une approche basée sur l'économie politique Internationale

Corruption and Poverty in North African Countries: An Approach Based on International Political Economy

ARFAOUI Lamia

Maitre- Assistante en économie
Faculté des sciences et des arts de Tethlith
Université de Bisha-Tathleeth
lalarfawi@ub.edu.sa

ZIADI Azza

Maitre – Assistante en économie
Université de Chagra

AMIRI Kaouther

Maître-Assistante en économie
L'Institut Supérieur de Gestion de Tunis
Université de Tunis
Laboratoires de Recherches en Macroéconomie
amirikaouther1@yahoo.fr

Date de soumission : 06/06/2021

Date d'acceptation : 24/07/2021

Digital Object Identifier (DOI) : <https://doi.org/10.5281/zenodo.5139682>

Pour citer cet article :

ARFAOUI, et al., (2021) « Corruption et pauvreté dans les pays Nord Afrique : Une approche basée sur l'économie politique Internationale » Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 2: Numéro 7 » pp : 120-136.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de cet article est d'étudier la relation entre la corruption, mesurée par l'indice de perception de la corruption, et la pauvreté dans les pays d'Afrique du Nord au cours de la période (1995 - 2017) et de souligner les variables politiques qui contribuent à la corruption et à l'augmentation de la corruption. L'analyse se concentre sur les transformations socio-politiques que ses pays ont connues après 2011 et en démontrant que le coût de la corruption est très élevé dans les pays en développement conséquence des faibles institutions. Ce niveau élevé de corruption engendre des faibles niveaux d'investissements publics et privés et freine par conséquent le développement économique. Le cadre d'analyse est basé sur l'approche de l'économie politique internationale et l'étude empirique traite l'effet de la corruption via des variables politico-économiques sur la pauvreté à partir d'un modèle de panel statique, dont les résultats montrent que la corruption augmente les inégalités de revenus et par conséquent la pauvreté.

Mots clés : corruption ; pauvreté ; économie politique internationale ; panel statique ; les inégalités.

Abstract

The objective of this article is to study the relationship between corruption, measured by the corruption perception index, and poverty in the North African countries during the period (1995 - 2017) and to emphasize the political variables that contribute to corruption and the increase in corruption. The analysis focuses on the socio-political transformations that its countries experienced after 2011 and demonstrating that the cost of corruption is very high in developing countries as a result of weak institutions. This high level of corruption leads to low levels of public and private investment and therefore hinders economic development. The analytical framework is based on the approach of international political economy and the empirical study treats the effect of corruption via politico-economic variables on poverty based on a static panel model, the results of which show that corruption increases income inequality and consequently poverty.

Key words: Corruption; Poverty; International Political Economy; static panel; inequalities.

Introduction

Les pays Nord Afrique à savoir la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, la Libye et l'Algérie ont vécu ses sept dernières années des transformations politico-économiques importantes. La Tunisie a connu une transition démocratique considérée réussie au regard international mais une transition économique difficile. Le Maroc a connu un progrès important en termes de libertés publiques et de droits politiques selon 'Freedom House' mais l'ampleur de la corruption reste encore inquiétante selon l'indice de perception de corruption de 'Transparency International' tel est le cas pour l'Égypte, l'Algérie et la Libye.

Il en découle que le régime politique dans ses pays nord africain soit autoritaire ou démocratique ne constitue pas un déterminant à la corruption. Cette dernière est devenue systématique et endémique allant de « haut» vers le «bas» et gangrène tous les secteurs de l'économie

Néanmoins, le sous continent apparaît au cours de la période (2007- 2014) légèrement moins corrompue que l'ensemble du continent africain selon le Rapport de la Commission d'Afrique (2016). En effet, le coût de la corruption en Afrique est estimé de 148 milliards de dollars par an pour toute l'Afrique, continent considéré le plus pauvre en termes de nombre de pauvres.

Le présent article répond à la problématique suivante :quelle est la relation entre la corruption et la pauvreté dans les pays Nord Afrique tout en mettant l'accent sur les canaux politico-économiques qui à travers lesquelles la corruption affecte la pauvreté ?

Notre objectif est de comprendre la situation économique de ces pays par le recours à l'approche d'économie politique (EPI). Ensuite, nous expliquons que le croisement de l'économie et de la politique permet de cerner l'impact du pouvoir politique sur la production et la circulation des richesses. Enfin, pour déterminer le modèle économique adéquat, il s'agit d'utiliser la méthode du panel statique, c'est-à-dire, d'étudier la relation entre la corruption et la pauvreté dans les pays d'Afrique du Nord au cours de la période (1995 - 2017)

1. Le Recours à L'économie Politique Internationale

En se référant à la définition de la Banque Mondiale, la corruption est *«l'utilisation illégitime du pouvoir public pour servir des intérêts privés. La corruption peut couvrir plusieurs activités dont la subornation et le détournement de fonds. La corruption gouvernementale ou*

politique a lieu lorsqu'un titulaire d'une fonction publique ou un employé gouvernemental agit en sa capacité officielle pour obtenir des gains personnels»¹.

Selon Transparency International la corruption est « *l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel* ».

Les types de corruption ont été restreints ont trois grandes formes : grande corruption, petite corruption et captation de l'État (Shah et Schacter, 2004).

Il en ressort que l'étude des effets de la corruption sur l'économie fait recours au politique. La jonction entre les sphères politique et économique permet de révéler les pratiques qui favorisent la corruption, augmente la déstabilisation des économies et accélère dans certains cas la spéculation immobilière et boursière des pays touchés par cette activité criminelle.

En fait, ce sont les banques qui facilitent le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale accentuée par le prétexte du secret bancaire, la criminalité financière concrétisée par la corruption, les détournements et la comptabilité truquée.

En plus, les classes aisées de ces pays ont largement épargné et ont contribué par des placements à l'étranger à déprimer l'épargne. Selon le rapport de 'Global Financial Integrity 2015'² qui couvre les années 2004-2013, le Maroc se place en tête des pays Nord Afrique en terme des flux financiers illicites avec 4.102 milliard\$ suivi par l'Égypte avec 3,983 M\$ ensuite la Tunisie avec 1.684 milliard\$, l'Algérie 1.525 milliard\$ et la Libye avec 1.183 milliard\$ ce qui marque l'ampleur de la fuite des capitaux autrement les avoirs en étrangers conséquence des affaires de corruption réalisée par ces pays.

En effet, des actifs acquis d'une façon illégale de toute personne impliquée de quelque sorte que ce soit dans des agissements illégaux, qui consiste en comptes à l'étranger en plusieurs pays. Cette fuite des capitaux conduit à l'augmentation de la pauvreté.

Il est à noter que la forme de corruption la plus répandue et qui influe négativement sur l'économie de ces pays est le copinage qui comprend la nomination des hauts fonctionnaires

¹Rapport de la Banque Mondiale (2014) «Copinage, performance économique et inégalité des chances» dans «La révolution inachevée».

² Global Financial Integrity(2015) «Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2004-2013», December, p28.

de l'Etat et des décideurs politiques ainsi que les hommes d'affaires et ses alliées proche de pouvoir. Cette pratique forte développée par B.Hibou (2006), d'où on assistait à un système économique et politique qui reflète le capitalisme de copinage (B.Gherib, 2012).

A ce sujet, s'ajoute le népotisme et la forte présence des groupes de pressions représentées par les partis politiques influents les décisions politiques et par suite l'économique du pays. De ce fait, l'EPI hétérodoxe dégage d'autres facteurs privés de même importance que l'Etat dans l'architecture de pouvoir. Ainsi, la vision hétérodoxe met en cause la conception stato-centrée développée par l'EPI orthodoxe.

La nouvelle répartition du pouvoir entre les différents acteurs y compris l'Etat a mené à l'affaiblissement et au déclin de son pouvoir à l'échelle nationale. L'apparition de nouveaux acteurs sur la scène nationale et la répartition du pouvoir entre eux, met en cause l'hypothèse de la rationalité absolue de l'Etat traduite par l'EPI orthodoxe.

1.1. Survol de Littérature Théorique et Empirique

La littérature théorique et empirique traitant les effets de la corruption sur la croissance ainsi que les canaux par lesquels elle freine le développement économique est abondante tandis que la littérature empirique est rare en termes d'études liant l'effet de la corruption sur la pauvreté.

Bissessar (2009) a démontré à travers des matrices de chaîne de transition de Markov la persistance de la corruption sur la moitié d'un échantillon de 110 pays de deux régions au cours de la période 1984-2006: l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. La corruption dans ces régions est persistante à cause de l'auto-alimentation de la corruption. Il a aussi montré que les pays à faible revenu sont fortement corrompus alors que les pays à revenu élevé ont une faible corruption.

Il est à ajouter que l'expansion de la corruption dans la société est associée à la tolérance de la corruption engendrée par la faible sanction des corrompus aussi aux attitudes individuelles vis-à-vis de la pratique corruptive. L'étude portant des données individuelles sur 35 pays a révélé que les femmes, les personnes au travail, les personnes moins fortunées et les personnes plus âgées sont plus opposées à la corruption (Gatti et al., 2003).

En effet, plusieurs facteurs influents l'attitude des citoyens à l'égard de la corruption et l'expansion de cette dernière. La petite corruption bureaucratique dans 18 pays d'Afrique Sub-saharienne n'est pas déterminée par les facteurs d'appartenance ethnique, largement mis en avant en Afrique c'est plutôt les plus éduqués et les plus riches qui paient les pots-de-vin puisqu'ils constituent des cibles préférés par les fonctionnaires corrompus (E.Lavallée, M.Razafindrakoto, F. Roubaud, 2010).

D.Croix et C.Delavallade (2007) ont étudié l'impact de la corruption via la distorsion de l'investissement public sur la croissance économique sur un échantillon de 63 pays développés et en développement. Ils ont montré à travers un modèle de croissance optimal que les pays ayant un système juridique défaillant connaissent des niveaux élevés de corruption et que cette dernière freine la croissance économique aussi les pays à forte prédation de technologie orientent ses dépenses publiques vers le capital physique et le logement au détriment de la santé et de l'éducation surtout lorsque le pouvoir politique est fortement concentré ce qui freine le rattrapage des pays riches par les pays pauvres.

A.Adebayo (2013) a prouvé que le retard d'un pays est la cause de la corruption. Cette dernière engendre la pauvreté et entrave le développement telle est le cas du Nigéria. Depuis l'indépendance, le Nigéria est en proie à une corruption implacable de l'élite politique, qui a appauvri le pays- la majorité des Nigériens sont confinés à vivre en dessous du seuil de pauvreté - et mené son sous-développement.

Dans la même veine, A.Honlonkou (2003) a démontré que les pays à niveau de développement humain élevé ont des faibles niveaux de corruption et que la réduction de la pauvreté avec l'amélioration de l'éducation et les soins de santé primaires constituent des facteurs de réduction de la corruption. Il distingue entre la corruption avec vol et la corruption sans vol. La première forme de corruption est persistante et c'est une collusion entre les corrompus et les corrupteurs alors que la deuxième forme cause la hausse des prix et des revenus à cause des pots-de-vin.

Un niveau élevé de la corruption augmente les inégalités des revenus et par conséquent la pauvreté et inversement (G.Brempong 2002, Li et al. 2000; Dincer et Gunalp, 2008; G.Brempong et al., 2006; G.Brempong, 2002). L'effet de la corruption sur l'inégalité des revenus et la pauvreté s'effectuent à travers différents canaux principalement : les systèmes

fiscaux biaisés permettant l'évasion fiscale, le mauvais ciblage des programmes sociaux au détriment des personnes dont réellement besoin, le niveau d'éducation et la formation du capital humain

De même, Gupta et al. (2002) ont montré qu'un niveau élevé de la corruption augmente l'inégalité des revenus ce qui détériore la situation des pauvres. Une augmentation d'un écart-type de la corruption augmente le coefficient de Gini de l'inégalité des revenus d'environ 11 points et la croissance des revenus des pauvres d'environ 5 points de pourcentage par an. Ils ont examiné plusieurs canaux par lesquels la corruption peut affecter l'inégalité des revenus et la pauvreté. De plus, les auteurs ont prouvé que les politiques qui réduisent la corruption réduiront aussi l'inégalité des revenus et la pauvreté.

Le dysfonctionnement de mode de fonctionnement de l'Etat par les comportements illégaux des dirigeants ayant comme origine l'absence d'institutions morales est la conséquence de la pauvreté dans les pays en développement (B.Lautier, 2002). A la corruption s'ajoute le clientélisme et le populisme, pratiques qui entravent la capacité des pauvres à accéder au marché (Ch. Chavagneux, 2001) et le détournement de l'aide étrangère vers les personnes qui n'ont pas besoin au détriment des pauvres.

You et Khagram (2005) argumente le niveau élevé de la corruption dans les pays pauvres par le régime politique autoritaire qui donne le pouvoir aux riches à maximiser leurs profits via la corruption.

A l'opposé, Negin et al. (2010) ont constaté une causalité bidirectionnelle entre la pauvreté et la corruption pour un échantillon de 97 pays en développement au cours de la période (1997-2006), selon le test de Granger.

A.Mungiu- Pippidi et T. Hartmann (2019) ont examiné par les données transnationales au cours de la période 1996-2017, que la corruption a stagné dans la plupart des pays et que pour améliorer le contrôle de la corruption nécessite un effort de toutes les parties prenantes allant au-delà de la sphère du gouvernement impliquant la presse, les entreprises et une société civile forte.

Pour certains auteurs, la corruption est associée au terrorisme à savoir M.Ghdamsi et N.Boussiga (2016). Ils ont étudié la dite relation pour un panel de 123 pays développés et en développement au cours de la période 2003-2014.

En utilisant le test de cointégration de panel basé sur les résidus de Pedroni et le test de cointégration de panel basé sur un modèle de correction d'erreur développé par Westerlund. Afin d'obtenir des résultats plus robustes, deux mesures différentes de la corruption sont utilisées: l'indice de perception de la corruption (IPC) et l'indicateur de contrôle mondial de la corruption (CC). Les résultats des deux tests ont montré que la corruption et le terrorisme convergent.

2. Partie empirique

2.1. Sources et définitions des variables

Sources des variables

Cette étude se base sur un modèle en panel statique et qui couvre les périodes 1995-2017. Les données ont été obtenues de différentes sources, notamment Freedom House et World Development Indicators publié par la Banque Mondiale, Global Terrorism Data (GTD) et Transparency International .

Définitions des variables

L'Indice de Gini est une mesure du degré d'inégalité dans la répartition des revenus dans une société. Il varie de 0 à 1, où 0 signifie une inégalité parfaite et 1 signifie une inégalité totale.

L'indice du terrorisme englobe trois variables à savoir le nombre total d'incidents terroristes, le nombre total de morts dus au terrorisme et le nombre total de blessés causés par le terrorisme. Il en découle de ces trois variables l'intensité relative de l'activité terroriste au niveau de chaque pays. Cet indice varie entre 0 et 100 dont les scores les plus grandes traduisent les mauvaises situations.

L'indice de perception de la corruption (CPI) est déterminé par Transparency International. Il varie de 0 à 100 dont les pays ayant des scores faibles sont les plus corrompus. Cet indice classe les différents pays selon le degré de corruption saisie dans les administrations publiques et la classe politique de l'Etat.

L'Inflation est le taux de variation de prix à la consommation alors que l'indicateur de pauvreté c'est l'indice de pauvreté selon le seuil international.

2.2. Méthode et résultats

Cette section décrit deux méthodes économétriques pour répartir la relation entre l'indice de pauvreté et l'effet de corruption sur l'économie des pays de l'Afrique du Nord. En premier lieu, nous utilisons la méthode de moindre carré ordinaire simple (MCO): une régression sur des données transversales, d'une période allant de 1996 à 2017, et les pays sont considérés comme un groupe uniforme. En deuxième lieu, nous faisons recours à la méthode d'estimation sur les données de panel: effet fixe/effet aléatoire, s'il y a la présence d'un effet spécifique.

2.2.1. L'intérêt des effets spécifiques

Modèle à homogénéité complète (données empilées- MCO). La régression prend la forme suivante:

$$\text{Indice de pauvreté}_{it} = \alpha + \beta X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Les coefficients du modèle sont estimés par les MCO en regroupant les données sans égard par rapport aux pays plus que par rapport aux dates. L'indice de pauvreté est une variable expliquée. X représente une matrice des variables de contrôle : Stabilité /Terrorisme, la Corruption (c'est une valeur estimée de contrôle du corruption), l'inflation et l'indice de Gini.

Nous concentrons notre étude sur 4 pays de l'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc, Egypte) pour une période allant de 1996 à 2017.

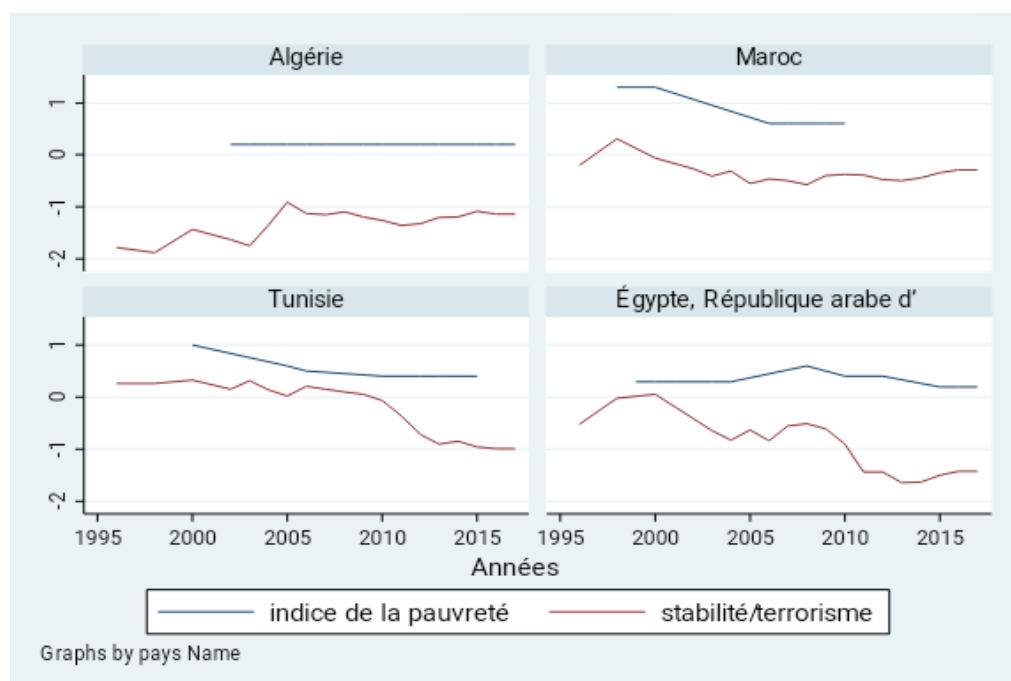
Tableau N° 1: Résultat d'estimation

Variable	Coefficient	Ecart-Type	t-calculé	Prob.
C	1.466393	0.323855	4.527933	0.0001
LOGGINI	0.039124	0.031781	1.231061	0.2270
LOGINF	-0.048015	0.078722	-0.609937	0.5461
STABILT/TERR	-0.476691	0.175649	-2.713885	0.0105
CORRUPTION	0.608165	0.191971	3.168004	0.0033

Source : Auteur

Sur la base de ces résultats, nous pouvons conclure que l'inflation et l'indice de la Stabilité /Terrorisme agissent négativement sur l'indice de la pauvreté.

Graphique N°1 : l'évolution de l'indice de pauvreté et la variable stabilité /Terrorisme pour chaque pays (Algérie, Maroc, Tunisie, Égypte)



Source : World Development Indicators publié par la Banque Mondiale, Global Terrorism Data (GTD) et Transparency International (2018)

Dans ce cadre, le FMI insiste depuis des années sur l'importance de la stabilité macroéconomique (contre le terrorisme) en tant que règlement préalable à la croissance et au recul de la pauvreté, et cette réflexion restera au cœur de politique économique (la stabilité macroéconomique à un effet significatif et agit négativement sur l'indice de pauvreté).

Parallèlement, toutefois, il a augmenté d'efforts pour s'assurer que la politique sociale figure elle aussi dans les programmes qu'il pose et dans les conseils qu'il donne, étant exercé que c'est à la Banque mondiale qu'il appartient, de définir la partie des mesures à prendre pour lutter contre la pauvreté et des autres décisions d'ordre social.

En effet, ces pays concernés s'appliquent à recenser les réformes structurelles sur la stabilité pouvant avoir un impact direct sur la pauvreté. Par ailleurs, des études exécutées par le FMI s'appuient sur un nouveau mécanisme de prêts pour faciliter la réduction de la pauvreté et pour la croissance. Les pays d'Afrique du Nord font appel à ce mécanisme pour élaborer un cadre de politique à moyen terme dans lequel s'inscrit leur stratégie de lutte contre la pauvreté.

Le FMI s'en rapporte à la Banque mondiale et aux autres banques de développement multilatérales ou régionales pour arrêter les privilèges des dépenses publiques et en apprécier le coût, puis les soutiens à faire cadrer ces dépenses avec les financements disponibles. INF exerce un effet négatif et non significatif ($P = 0.5 \geq 0.05$) pour tous les pays sur l'indice de pauvreté.

Ces pays donnent beaucoup d'importance à régler ces prix pour la stabilité et la politique sociale. En parallèle, nous remarquons que la corruption prolonge la pauvreté (un effet positif et significatif). Cette situation démontre que les populations pauvres n'ont pas des ressources nécessaires qui leur permettraient de progresser leurs conditions de vie.

Nous pouvons conclure que la variabilité des variables explicatives du modèle explique 40% de la variabilité de l'indice de la pauvreté. ($R^2 = 0,40$).

Si nous voulons tester la significativité globale du modèle avec:

H0 : $\beta = \alpha = 0$

H1 : au moins un des paramètres est différent de zéro.

Nous pouvons conclure que $0.001 \leq 0.05$: le modèle est globalement significatif.

L'estimation du modèle (1) par la méthode classique du MCO donne des résultats pertinents et explicables, à cause d'un groupe de pays appartenant à la même caractéristique. Dans ce cas, nous passons, par la suite, d'un modèle en une régression sur des données transversales à une étude de panel.

2.2.2. Etude de données de panel

Le choix de la méthode dépend des hypothèses que nous exécutons sur les paramètres et sur les perturbations. Lorsque nous considérons un échantillon de données de panel, il convient de prendre en considération l'hétérogénéité du processus générateur de données.

$$Y_{i,t} = \alpha + \beta X_{i,t} + u_i + \varepsilon_{i,t} \quad (2)$$

Nous allons partager le modèle en deux parties :

- Les caractéristiques susceptibles d'évoluer au cours du temps : la corruption, l'inflation, Stabilité/Terrorisme et l'indice de Gini ;
- Une perturbation $\varepsilon_{i,t}$;
- Dans le cadre du modèle à effets aléatoires, l'hétérogénéité pays est capturée par l'introduction d'un effet spécifique à l'individu i (u_i), aléatoire, d'espérance nulle, de variance finie.

Le modèle repose sur l'hypothèse qu'il n'y a pas de corrélation entre les effets individuels et les autres variables explicatives du modèle. Et, l'intérêt d'un Panel est de pouvoir analyser la dynamique des comportements, tout en réussissant à capturer l'hétérogénéité des pays (SEVESTRE, 2002).

Tableau N°2 : Estimation d'un Modèle à Effets Aléatoires

Variable	Coefficient	Ecart type	t-calculé	Prob.
C	1.414301	0.342137	4.133734	0.0002
LOGGINI	0.052322	0.030541	1.713196	0.0961
LOGINF	-0.052819	0.074552	-0.708483	0.4836
Stabilité/Terrorism	-0.460161	0.189498	-2.428318	0.0208
CORRUPTION	0.639858	0.181374	3.527828	0.0013

Source : Auteur

La part de la variabilité de l'indice de la pauvreté par celles de LOGGINI, LOGINF, Stabilité/Terrorisme et Corruption est de 0.39% bien que, toutes les variables soient significatives (à part le taux de l'inflation). Le modèle à effet individuel aléatoire se base sur une hypothèse très validée par les données, à savoir l'indépendance entre le paramètre de l'hétérogénéité non observée et les variables explicatives (hypothèse d'exogénéité faible). Les estimations sont convergentes et efficaces sous cette hypothèse.

Une alternative au modèle à effets aléatoires est le modèle à effets fixes, qui s'écrit de la manière suivante :

$$Y_{it} = \alpha_0 + \sum_{k=1}^4 \alpha_k X_{kit} + \varepsilon_{it}$$

L'hétérogénéité individuelle est captée par le coefficient α_i . (α_i un effet fixe individuel 'pays'). Ce modèle présente l'inconvénient de ne pas permettre l'identification des paramètres des variables constantes dans le temps.

Tableau N°3 : Estimation d'un Modèle à Effets Fixes

Variable	Coefficient	Ecart -type	t-calculé	Prob.
C	1.474241	0.899820	1.638373	0.1236
LOGGINI	0.122398	0.047117	2.597770	0.0211
LOGINF	-0.081528	0.094186	-0.865612	0.4013
Stabilité/Terrorisme	-0.586650	0.528924	-1.109139	0.2861
CORRUPTION	0.642245	0.238458	2.693327	0.0175

Source : Auteur

Tableau N°4 : Test de Hausman

Test period random effects

Test Summary	Chi-Sq. Statistic	Chi-Sq. d.f.	Prob.
Period random	4.775743	4	0.3111

Source :Auteur

$$H_0 = E(\alpha_i / X_i) = 0 \quad H_0 = E(\alpha_i / X_i) = 0 \quad \text{contre l'hypothèse alternative}$$

Ce test peut être interprété comme un test de spécification. Sous H_0 ; le modèle peut être spécifié avec des effets individuels aléatoires et l'on doit alors retenir l'estimateur des MCG (estimateur BLUE): Sous l'hypothèse alternative H_1 , le modèle doit être spécifié avec des effets individuels fixes et l'on doit alors retenir l'estimateur Within (estimateur non biaisé).

La probabilité de test est supérieur au seuil de 10%, alors le test de Hausman ne permet de choisir H_0 (le modèle est spécifié avec des effets individuels aléatoires).

L'interprétation des résultats permet d'expliquer que l'indice de Gini, la stabilité/Terrorisme et la corruption sont significatives et expliquent bien l'état économique de chaque pays.

L'autonomie dont disposent les pays pour engendrer leur propre stratégie de croissance et de développement est ainsi bornée par les mêmes réflexions que celles qui prescrivait les programmes d'ajustement structurel ces vingt dernières années.

Enfin, la stabilité macroéconomique (loin de Terrorisme)se caractérise par "*des balances budgétaire et des transactions courantes compatibles avec un endettement modéré et en déclin, une inflation faible à un chiffre, un PIB par habitant en augmentation et une corruption contrôlée*", tandis que l'instabilité se caractérise par "*un important déficit des transactions courantes financé par des emprunts à court terme, une dette publique élevée et en augmentation, un taux d'inflation à deux chiffres et un PIB stagnant ou en déclin*" (Ames et al., 2001).

Conclusion

La corruption affecte négativement la croissance économique, augmente la pauvreté et par conséquent le terrorisme. De plus, les pratiques politiques caractérisées par les pots de vin, l'abus de fonction, le favoritisme et le népotisme favorisent la corruption.

De plus, la corruption officielle et la négligence de l'État envers les masses se révèlent un déterminant principal au terrorisme. En effet, la relation entre la corruption et le terrorisme est à long terme. Il en ressort que mettre fin à la corruption nécessite d'anéantir la relation entre la politique et l'argent.

L'analyse économétrique (modèle à effet aléatoire choisit par le test de Hausman) indique que les plans de réduction de la pauvreté sont fondés sur l'idée que la stabilité et la lutte de la corruption constituent la clé d'une croissance rapide et soutenue avec un taux d'inflation maîtrisé, laquelle, à son tour, est déterminante pour réduire la pauvreté.

Enfin, d'autres analyses pourraient être signalées pour bien expliquer la relation entre la corruption et la pauvreté dans les pays d'Afrique du Nord en introduisant une autre variable technologique. Cette dernière est un atout pour réduire la pauvreté et le terrorisme et avoir un niveau de stabilité économique.

Les références bibliographiques

Adebayo, A (2013). The Nexus of Corruption and Poverty in The Quest for Sustainable Development in Nigeria, Department of Sociology, Federal University, Oye. Journal of Sustainable Development in Africa, Volume 15, No.7.

Bissessar, N. (2009). Does Corruption Persist In Sub-Saharan Africa?. International Advances in Economic Research, 15(3), 336-350.

Bresson, J. C .(2008) .Économie politique de la corruption et de la gouvernance. L'Harmattan, collection. Éthique économique.,Paris.

Chetwynd, E et al. (2003) .Corruption And Poverty: A Review Of Recent Literature. Final Report, Washington DC.

Commission Economique pour l'Afrique (2016) .Rapport sur la gouvernance en Afrique: mesurer la corruption en Afrique: prendre en compte la dimension internationale.

Croix, D. et al (2007). Corruption et allocation optimale de l'investissement public. Revue Economique N°3, Vol. 58, pp 637- 647.

Delavallade, C. (2014) .pauvreté et corruption : un cercle vicieux . Regards croisés sur l'économie 14(1), March, pp72- 83.

Gatti, R.et al (2003) .Individual Attitudes Towards Corruption: Do Social Effects Matter?. March 2003, Pavia, Università.

Gherib ,B. (2012) . Économie politique de la révolution tunisienne : Les groupes sociaux face au capitalisme de copinage .Revue Tiers Monde 2012/4 n°212 | pages 19 à 36.

Gupta et al (2002) .Does corruption affect income inequality and poverty?. Economics of Governance, March 2002, Volume 3, Issue 1, pp 23–45.

Hibou,B. (2006) .*La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie.* Paris, la Découverte.

Honlonkou ;A. (2003) .Corruption, Inflation, Croissance et Développement Humain Durable y a –t-il un lien?. Mondes en Développement N° 123, pp 89- 106.

Kébabdjian, G.(1999) .Les théories de l'économie politique internationale. Seuil, 1999.

Lautier, B (2002). Pourquoi faut-il aider les pauvres ? une étude critique du discours de la banque mondiale sur la pauvreté . Revue Tiers Monde Tome 43 N°169 , pp137-165.

Lavallée, E, et al (2010). Ce qui engendre la corruption : une analyse microéconomique sur données africaines. Revue d'économie du développement n°3, vol. 18, pp 5-47.

Mungiu-Pippidi, A & Hartmann, A. (2019). Corruption and Development: A Reappraisal. Economic Development, Public Economics and Policy July.